

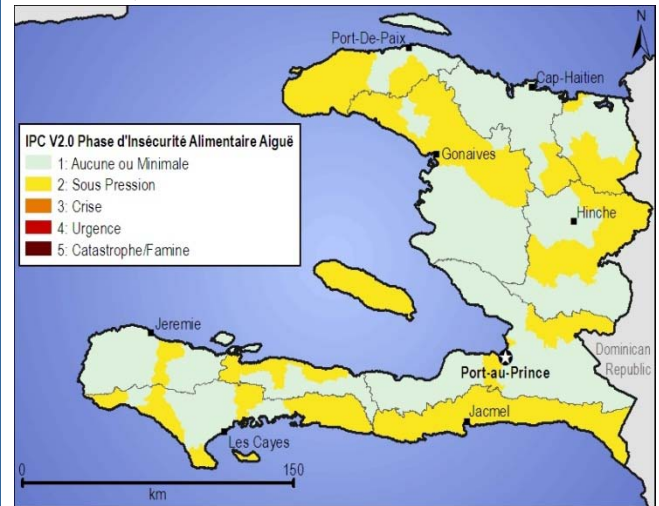
Haiti : Perspective sur la sécurité alimentaire

Octobre 2012 à Mars 2013

Des chocs multiples et successifs accélèrent la dégradation des conditions de disponibilité et d'accessibilité alimentaires

- En raison des différents chocs (sécheresse, ouragans, inondations) auxquels est soumis le secteur agricole haïtien, la disponibilité alimentaire locale diminue significativement, dans la plupart des zones agroécologiques du pays. Cette diminution entraîne une envolée des prix des produits alimentaires locaux, envolée qui, combinée à la hausse des produits alimentaires importés, réduit l'accès aux aliments de base pour les ménages pauvres. Dans un tel contexte, les conditions sont réunies pour une plus grande incidence de l'insécurité alimentaire dans les zones vulnérables urbaines et rurales.
- Les pertes des cultures, et conséquemment des revenus saisonniers et des moyens d'épargne des ménages, ont conduit des communes habituellement en insécurité alimentaire minimale à la Phase 2 de l'échelle de l'IPC, phase caractérisée par le «Stress» (figures 1 et 2).
- En outre, les dégâts causés par le passage de l'ouragan Sandy, à la fin du mois d'octobre, tendent à exacerber cette situation, particulièrement dans certains départements comme les Nippes, le Sud-est, le Sud, la Grande'Anse et l'Ouest. Certaines communes, notamment Pointe à Raquette et Baint, risquent de passer à la phase 3 de l'échelle: elles seront en crise en absence d'interventions prioritaires et bien ciblées.
- Avec la baisse significative de la production agricole, résultant des différents chocs, les prix des denrées alimentaires de base sont très volatiles. Déjà, certains produits de base comme les haricots ont atteint, en octobre, des hausses de 40 pour cent par rapport à juillet. Ceci induirait un renchérissement du panier alimentaire, dont le niveau actuel permet de prédire une détérioration de l'accès aux aliments pour les 10 pour cent des individus les plus pauvres de la population. Cette situation concerne surtout les individus résidant dans les zones marginales urbaines et rurales qui dépendent essentiellement du marché pour s'approvisionner en nourriture. De ce fait, toute flambée des prix sur les marchés de produits alimentaires réduirait leur capacité d'accès aux biens nécessaires à la satisfaction des besoins alimentaires. Une situation qui risque de se maintenir, tout au long de la période de la perspective, et de compromettre les efforts déployés par le gouvernement haïtien en vue de stabiliser les prix des produits de première nécessité et de relancer l'agriculture haïtienne.

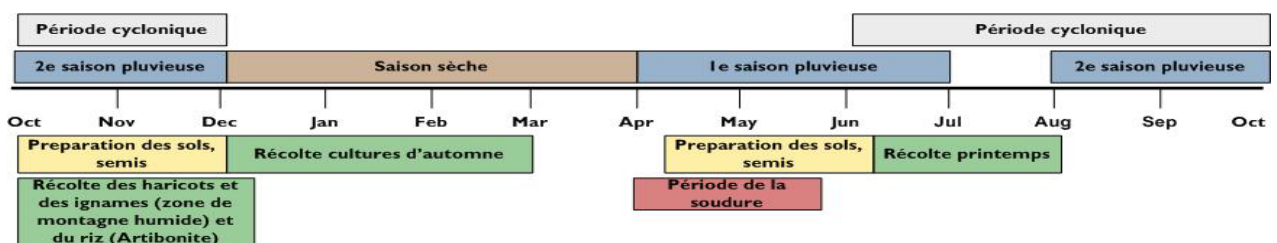
Figure 1. Carte des résultats actuels de la sécurité alimentaire, Octobre 2012



Source: FEWS NET

Cette carte représente les résultats actuels de l'insécurité alimentaire aiguë pertinents pour la prise de décision urgente, sans représenter forcément le niveau de l'insécurité alimentaire chronique. Pour davantage d'informations sur l'échelle de l'insécurité alimentaire, prière de consulter: www.fews.net/IPC.

CALENDRIER SAISONNIER POUR UNE ANNÉE TYPIQUE



source : FEWS NET

Ce rapport a été rendu possible grâce au support des organismes suivants:

Situation actuelle

Dans la plupart des régions d'Haïti, la détérioration des conditions de sécurité alimentaire s'accroît sous l'effet des différents chocs climatiques (sécheresse puis ouragans) ayant affecté les différentes zones agroécologiques du pays. En effet, le déroulement des principales campagnes agricoles (printemps et automne) a été perturbé, entraînant une rupture du cycle de production dans la plupart des zones productives. La baisse de la disponibilité alimentaire locale, conjuguée à la hausse des prix des céréales sur le marché international, fait que non seulement les prix alimentaires demeurent élevés sur les marchés locaux mais affichent également une tendance nettement à la hausse. Ce qui réduit drastiquement l'accès aux aliments de base pour les ménages à faibles revenus.

Sur le plan de la disponibilité locale:

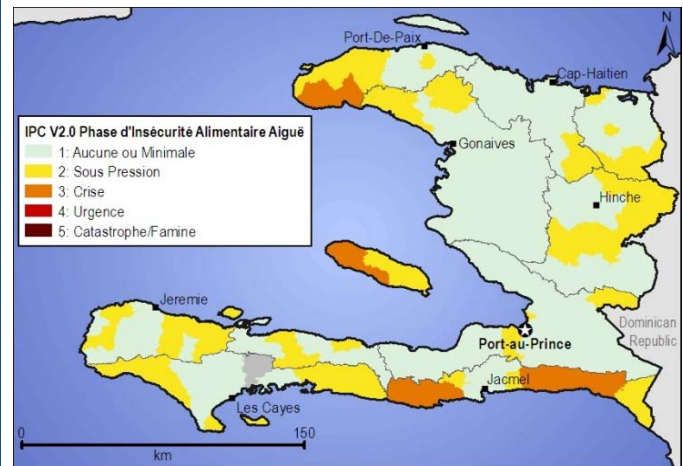
Une première période sèche en mai et juin a affecté la campagne agricole du printemps dans presque tout le pays. Cette campagne normalement apporte 60 pour cent de la production nationale en juillet et août, et de laquelle les ménages pauvres tirent presque 20 pourcent de leur consommation alimentaire, entre juillet et octobre. La CNSA estime les pertes des cultures de printemps (maïs, sorgho, riz, légumineuse, banane) à 40 pour cent par rapport à la production de 2011. Le Sud-est, certaines zones dans les départements de l'Ouest et du Centre, le haut-Artibonite, le Nord-ouest, le Nord et le Nord-est sont les régions qui ont enregistré les plus fortes pertes.

Une deuxième période de sécheresse, entre août et septembre, a réduit les superficies habituellement plantées au cours de la campagne d'automne, campagne qui commence en août pour se terminer en décembre. Celle-ci est normalement dominée par la production du sorgho, du pois congo, des haricots et de la patate douce, dont dépendent les pauvres pour satisfaire leurs besoins alimentaires entre décembre et février. Mais ces cultures ont été, pour la plupart, détruites en raison de la sécheresse. Le département de l'Ouest, le haut Artibonite et les régions du Nord en ont le plus souffert.

Par ailleurs, le passage de l'ouragan Isaac a causé des pertes considérables de cultures, notamment dans le Sud-est et l'Ouest, zones aussi affectées par la sécheresse au printemps et en été. Les pertes de cultures, dont les bananeraies, les arbres fruitiers, les tubercules et les haricots, considérées comme les plus touchées, ont été estimées entre 40 et 80 pour cent par la CNSA. Le passage de la tempête tropicale Sandy en octobre n'a fait qu'accroître la détérioration des conditions de disponibilité alimentaire dans les régions déjà vulnérables. Ce phénomène météorologique a sérieusement perturbé la péninsule du Sud, considérée comme la plus productive cette année, ayant été moins touchée par la sécheresse au printemps. Les bananeraies, le pois congo, le sorgho, les tubercules et les haricots (actuellement en phase de récolte dans les montagnes humides) ont été fortement dévastés. De plus, les dommages enregistrés au niveau des routes secondaires ou agricoles ralentissent la circulation des produits dans les aires affectées. De ce fait, suite au passage de ces intempéries, les marchés de produits agricoles ont été moins achalandés.

Outre la réduction de la disponibilité alimentaire locale, ces différents chocs contribuent également à l'accélération de la décapitalisation des producteurs agricoles. En effet, beaucoup de ménages pauvres ont essuyé des pertes au niveau de leur cheptel, considéré comme leur principale forme d'épargne. De plus, la sécheresse d'août et de septembre a limité les investissements dans les champs en automne, surtout dans les départements du Nord, du Nord-est, dans certaines zones de l'Ouest et du haut Artibonite. Parallèlement, la demande de main-d'œuvre agricole a beaucoup chuté; dans certaines zones comme La Gonâve, le salaire journalier a même diminué, en raison du ralentissement significatif des activités agricoles et d'un excédent de main-d'œuvre. Cette situation tend à s'aggraver car la demande et les récoltes en cours et à venir sont trop faibles pour absorber cet excédent de travailleurs. Vu qu'en milieu rural la main-d'œuvre représente plus de 50 pour cent des revenus des ménages pauvres, ces derniers doivent trouver d'autres sources pour compenser les manques engendrés par la faible offre d'emploi agricole. Le pire encore est que ces ménages qui dépendent de leur production, à la fois comme source de revenu et de nourriture, ont déjà épuisé toute leur réserve alimentaire.

Figure 2. Carte des résultats les plus probables de la sécurité alimentaire, janvier à mars 2013



Source: FEWS NET

Cette carte représente les résultats probables de l'insécurité alimentaire aiguë pertinents pour la prise de décision urgente, sans représenter forcément le niveau de l'insécurité alimentaire chronique. Pour davantage d'informations sur l'échelle de l'insécurité alimentaire, prière de consulter: www.fews.net/IPC.

Sur le front de l'accès aux aliments de base :

La baisse de la disponibilité alimentaire locale a, par ailleurs, induit une tendance à la hausse des prix des produits alimentaires de base, ceci depuis le mois d'août. Une tendance qui s'amplifie avec la hausse des prix des denrées observée sur le marché international. L'augmentation des prix concerne presque tous les produits et varie d'une région à l'autre.

Le prix du riz et du maïs importés, produits largement consommés dans le pays, a subi des variations positives sur tous les marchés. Par exemple, le prix du riz importé a affiché une hausse dans une proportion allant de 6 à 10 pour cent. Le haricot noir a connu une progression de 17 pour cent au Cap-Haïtien et de 40 pour cent à Hinche,

entre juillet et octobre. Cette tendance se poursuit au cours du mois d'octobre, limitant davantage l'accès des ménages pauvres aux produits alimentaires de base. Parallèlement les produits locaux ont sensiblement diminué sur les marchés, une diminution qui renforce la prédominance des produits importés dont les prix continuent de croître. Il en résulte, pour les ménages s'approvisionnant en grande partie au marché pour se nourrir, une perte importante de pouvoir d'achat, donc une baisse significative de l'accès aux aliments.

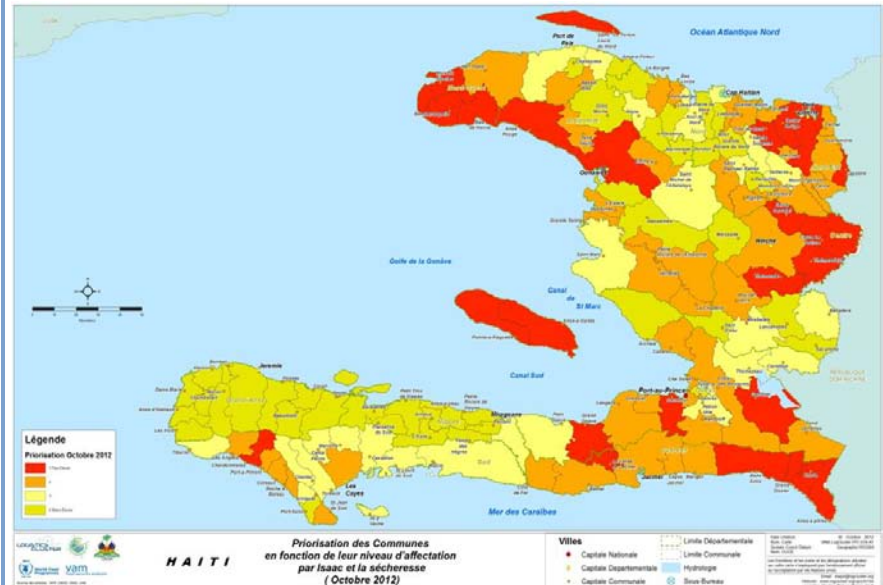
En somme, l'impact de ces différents chocs sur la production agricole, les revenus saisonniers, les prix alimentaires et l'épargne des ménages fait craindre une accélération de la détérioration des conditions de sécurité alimentaire en Haïti au cours des six prochains mois. Ces conditions se détériorent davantage dans les régions les plus touchées par les intempéries. Ce qui porte à anticiper une augmentation du nombre de personnes en insécurité alimentaire durant la période de la perspective. Ainsi, les prévisions relatives à la sécurité alimentaire, d'octobre à mars, ne sont pas trop optimistes.

Suppositions

Le scénario le plus probable de la sécurité alimentaire, d'octobre 2012 à mars 2013, se fonde sur les hypothèses générales suivantes:

- La pluviométrie aura tendance à être normale, entre octobre et décembre, selon les prévisions de l'International Research Institute for Climate and Society et de NOAA pour cette période. Si cette tendance se précise, elle permettra, en plus des chutes reçues pendant le passage de Sandy, d'améliorer le développement des cultures en cours et de recharger les nappes souterraines des bassins versants des périmètres irrigués.
- La disponibilité des produits alimentaires locaux sera plus faible par rapport à une année normale, en raison des pertes agricoles élevées à travers toutes les régions du pays, particulièrement dans le Nord, le Nord-est, le Nord-ouest et les Nippes. Il en résultera un renchérissement des prix des produits locaux, tels que les haricots, les bananes et le maïs dès le mois d'octobre, rendant ainsi ces produits moins accessibles aux ménages pauvres.
- La récolte du sorgho et du pois congo en novembre- janvier sera inférieure à la moyenne, compte tenu des périodes sèches enregistrées en août et en septembre et au passage des deux ouragans.
- Les agriculteurs font face aux attaques des pestes induites par la sécheresse sur les cultures du riz et de l'arachide dans le Nord-est. La sécheresse semble être favorable à la prolifération des pestes contre lesquelles les agriculteurs ne disposent d'aucuns moyens de lutte. Les récoltes attendues en automne seront affectées par ces phénomènes.

Figure 3 : Communes nécessitant des interventions prioritaires



Source: Groupe Technique Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (GTSAN), Octobre 2012

- Le gouvernement continuera à subventionner le prix des fertilisants chimiques pendant toute la période de la perspective. Ces subventions assureront un plus grand accès aux fertilisants dans les aires irriguées pour les cultures du riz, des haricots et des maraichers entre novembre et mars. Cependant, le prix de base des fertilisants a déjà plus que doublé depuis 2010, alors que, même avec les subventions de 45 pour cent par l'État, cet intrant pourrait se révéler inaccessible aux petits exploitants. Ces subventions seraient critiques pour la production dans les zones de la Plaine des Cayes, la Vallée de l'Artibonite, St Raphael et certaines montagnes humides comme Kenskoff et Forêt des Pins, affectées elles aussi par la sécheresse ou les inondations.
- Avec la perte des récoltes des deux dernières campagnes agricoles, les agriculteurs disposent de beaucoup moins de ressources pour l'achat des intrants et le paiement de la main-d'œuvre. La demande de main-d'œuvre agricole sera inférieure à la normale entre octobre et mars; donc il y aura moins d'emplois disponibles pour les pauvres qui dépendront davantage du marché.
- Les produits locaux seront moins disponibles sur les marchés, ce qui se traduira par une augmentation de l'importation alimentaire pour combler le déficit de la production locale.
- Les départements du Nord, de l'Artibonite, de l'Ouest, du Sud et du Sud-est seront exposés à d'éventuelles inondations en octobre et novembre, lesquelles sont fréquentes à cette époque de l'année. L'occurrence de tels chocs provoquera la perte de têtes de bétail, la destruction localisée des habitations et des infrastructures agricoles et la recrudescence des épidémies, notamment le choléra.
- Les dépenses obligatoires des ménages augmenteront en décembre, en raison des festivités de fin d'année, et entraîneront la décapitalisation accélérée des ménages pauvres.
- Les transferts de l'étranger sur Haïti augmenteront substantiellement en décembre comme c'est souvent le cas pendant cette période de grandes festivités.
- Les importations augmenteront entre octobre et mars en vue de suppléer aux pertes de récolte occasionnées par la sécheresse et les ouragans ; ce qui pourrait avoir comme effet une stabilité des prix des produits importés.
- La dépréciation de la gourde par rapport au dollar continuera pendant la période de la perspective. L'éventualité d'une augmentation du volume d'importation des produits alimentaires est de nature à alimenter l'appréciation du billet vert d'octobre à mars.
- Les prix des produits alimentaires de base comme le riz, le maïs, les haricots, l'huile et la farine, augmenteront, entre octobre et mars ; ce qui aura un impact considérable sur le coût du panier alimentaire des ménages et contribuera à faire baisser l'accès des pauvres à la nourriture tant dans les zones de préoccupation qu'au niveau national.
- Le Gouvernement haïtien appuiera la réalisation de la campagne agricole de l'hiver en novembre dans les zones irriguées, par la mise à disposition des agriculteurs de certains intrants agricoles (semences, fertilisants) et la réhabilitation des infrastructures agricoles endommagées par les dernières intempéries.
- La période de soudure démarrera prématurément en 2013 (soit en janvier/février au lieu de mars/avril) pour les ménages pauvres dans presque toutes les régions du pays, en particulier le nord-est, la péninsule du nord-ouest, certaines zones du département de l'ouest et certaines zones de la péninsule du sud.

Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire pour la période Octobre-Mars et zones de préoccupation

La situation alimentaire continuera à se dégrader pendant toute la période de la perspective dans les zones affectées par les intempéries et aussi en raison de l'augmentation des prix des produits alimentaires de base. En effet, les réserves alimentaires des ménages pauvres sont complètement épuisées, alors que leur revenu potentiel demeure très faible. Les récoltes de haricots en octobre dans les montagnes humides sont faibles ou quasi-nulles due à la sécheresse et aux passages des cyclones Isaac et Sandy. La plupart des ménages pauvres sont maintenant en situation de stress correspondant à la Phase 2 de l'échelle de sécurité alimentaire. Les faibles récoltes de tubercules, de pois congo et de sorgho, attendues entre novembre et janvier/février, ne leur permettront pas de faire face à leurs besoins alimentaires. **Les ménages pauvres et très pauvres, particulièrement dans le Sud-est (Marigot, Belle-Anse, Côte de fer, Grand Gosier), l'Ouest (la Gonâve, les quartiers précaires de l'aire métropolitaine, etc.) et le Nord-ouest (les communes de Bas Nord-Ouest notamment), passeront en phase 3, donc tomberont en crise, entre janvier et mars. Ce sont des zones de préoccupation qui nécessitent des interventions bien ciblées et planifiées en matière de la sécurité alimentaire (voire figure 3).**

Événements possible dans les prochains six mois qui pourraient changer les scénarios ci-dessus.

Zone	Événement	Impacts sur la sécurité alimentaire
Péninsule Sud, ouest, Artibonite	Un ouragan frappe le pays et cause de nouveaux dommages aux plantations.	Difficulté à approvisionner les marchés en produits alimentaires.
Tout le pays	Hausse des prix des produits alimentaires sur le marché international, particulièrement celui du maïs.	Transmission des prix sur le marché local, prix inabordables pour les pauvres et très pauvres.
Le nord-est	Attaque des pestes	Pertes des cultures comme les arachides et le riz, des cultures de rente, épuisement plus tôt que prévu des stocks
Tout le pays	Prise en charge par l'Etat du coût de l'écolage au niveau du primaire.	Les parents pauvres pourront en conséquence améliorer le niveau de leur alimentation, vu l'influence du coût de l'éducation sur la sécurité alimentaire des ménages pauvres.
Tout le pays	Les différents corps de l'Etat, les partis politiques et les organisations de la société civile arrivent à un consensus qui permet l'organisation d'élections législatives et locales libres et acceptées de la grande majorité.	Les acteurs économiques en profiteront pour investir, ce qui contribue à la création d'emplois durables.
Sud-est, sud, nord, Artibonite, nippes	La livraison d'assistance bien ciblée et planifiée par le gouvernement ou les agences humanitaires. LE gouvernement pourra aussi, en collaboration avec ses partenaires, créer des activités à haute intensité de main-d'œuvre dans les zones les plus affectées ou entreprendre des activités de relance de la production agricole comme on l'a vu en 2009 après le passage de quatre ouragans en rendant accessibles des intrants et des équipements agricoles. Ces investissements avaient provoqué une augmentation de plus de 20 pour cent de la production agricole au cours de cette année.	Augmentation de la production agricole et création d'emplois au profit des pauvres, réduction de dépendance sur le marché, renforcement de pouvoir d'achat et accès amélioré aux marchés.
Sud-est, La Gonave, nord-est, Nord-ouest	Augmentation des interventions types filets de sécurité sociale à travers des transferts de fonds tant par le gouvernement que les ONG ou par des subventions des prix des produits alimentaires de base tel le riz comme on l'a constaté en 2008 après les émeutes de la faim.	Bien ciblée, cette activité contribuerait à faire baisser le nombre de ménages en insécurité alimentaire.